

Jour 1 :

- 1) Proposition d'intervenante principale sur la gouvernance mondiale comme bien public et la citoyenneté mondiale :

Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Mme Bachelet a réalisé deux mandats comme présidente du Chili ; elle a également dirigé ONU-Femmes. Elle a déjà fait preuve d'un intérêt explicite pour prendre la parole au CSA. Le Bureau du CSA a déjà convenu l'an dernier de l'inviter pour prononcer un discours lors de la Plénière de 2019. Elle n'avait pas pu participer mais avait envoyé son adjointe. Mme Bachelet serait une excellente intervenante sur ce sujet et sa présence permettrait d'améliorer l'équilibre hommes-femmes et entre les régions pour ce panel.

- 2) Davantage d'espace doit être dégagé pour la discussion interactive ce jour-là. Alors que la deuxième et la troisième journée prévoient chacune 75 minutes pour les commentaires et les questions de la salle, seules 40 minutes sont pour le moment prévues pour les débats ce premier jour.

Une solution pourrait consister à raccourcir la liste des intervenants lors de la 4e partie en retirant ceux prévus pour le PAM et le FIDA, du fait que leurs représentants de haut niveau auront déjà pris la parole le matin. Ceci pourrait permettre d'augmenter le temps consacré à la discussion interactive à 60 minutes lors de la première journée.

Par ailleurs, la 3e partie pourrait être axée sur le SOFI et le HLPE, tandis que le CERES, le PAM et le FIDA pourraient être invités à faire une brève intervention dans le cadre de cette discussion interactive, à la suite de la présentation du SOFI et du HLPE.

Jour 2 :

- 1) Concernant le titre : la deuxième partie du titre devrait être plus ambitieuse : *Quels changements normatifs sont nécessaires pour forger de meilleurs systèmes alimentaires, dans la lignée des enseignements tirés du COVID-19 ?*
- 2) Concernant les objectifs : il serait important d'ajouter un objectif *d) discuter de la nécessité d'une réponse politique mondiale coordonnée sur la crise de la sécurité alimentaire et de la nutrition découlant de la pandémie de COVID-19*
- 3) *S'agissant de la discussion en panel de la partie 4 :*
 - Comme mentionné précédemment, *le MSC est en train d'élaborer un Rapport de synthèse mondial* concernant l'impact du Covid-19, les réponses apportées par les communautés et les secteurs, et les mesures politiques les plus efficaces qui devraient orienter les gouvernements et les acteurs internationaux dans ce type de pandémies, en s'appuyant sur les nombreuses consultations internes menées par les divers secteurs du MSC ces derniers mois. Il serait important qu'un-e représentant-e du MSC puisse présenter les principales conclusions du rapport dans le cadre du panel en 10 minutes minimum.

- L'organisation régionale pourrait être la CEDEAO, qui présenterait son travail complet en réponse au COVID-19.
- Proposition de modérateur ou de modératrice pour cette discussion en panel : *Liliane Ortega, ex-Présidente du Groupe de travail à composition non limitée sur les Systèmes alimentaires et la nutrition ou Rafael Osorio, Président du Groupe de travail du Groupe consultatif et du Bureau du CSA sur le COVID-19*

Jour 3 :

L'organisation de cette journée doit être revue dans le contexte de la Journée internationale de la femme rurale. La reconnaissance de cette date et la pratique consistant à prévoir une section dédiée dans les activités du CSA du mois d'octobre ne peuvent pas être déléguées à une seule personne intervenant au nom du MSC.

Pour cela, nous continuons de suggérer de lancer le coup d'envoi de la journée en montrant comment les luttes et les expériences des femmes en matière d'agriculture durable et d'approches agroécologiques contribueront à transformer profondément les systèmes alimentaires, avec une *représentante du secteur des personnes pratiquant la petite agriculture venant du Sud. Le FIDA pourrait identifier les personnes intervenant, comme il l'a fait ces dernières années.*

Cet élément devrait également être incorporé aux objectifs de la journée :

Pour les objectifs, nous proposons de remplacer l'objectif c) et d'ajouter un nouvel objectif d) :

Nouveau c) Réaliser une évaluation critique du rôle du CSA par rapport au Sommet sur les systèmes alimentaires

Nouveau d) Mettre en évidence le rôle des femmes rurales pour la transformation des systèmes alimentaires

Le titre de la 3e partie manque de précision, car tous les intervenants proposés n'excellent pas dans l'utilisation des produits du CSA ou sur les systèmes alimentaires. En outre, la liste des intervenants prévus pour la 2e et la 3e parties (9 au total) semble très longue et pourrait enlever du temps à la discussion interactive.

Il serait donc préférable d'intégrer les deuxième et troisième parties au thème de la troisième, et de réduire la liste des panélistes à un total de 7 (Ministres d'Allemagne et des EAU, PNUE, MSC, MSP plus éventuellement la FAO (pour la mise en œuvre des Directives sur le foncier, dans le contexte de la Décennie de l'agriculture familiale) et un pays (de préférence du Sud) pour leur permettre de présenter comment ils comptent utiliser les Directives sur les systèmes alimentaires et la nutrition ainsi que les recommandations politiques sur les approches agroécologiques et les autres approches innovantes pour transformer leur système alimentaire.